



LIGUE BURUNDAISE DES DROITS DE L'HOMME

"ITEKA" association sans but lucratif

Agréée par l'ordonnance ministérielle N°530/0273 du 10 Novembre 1994 revoyant l'ordonnance 550/029 du 6 février 1991

Membre affilié de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH)

Mémorandum Ligue Iteka sur la crise au Burundi

**« Honorer les engagements pris et éviter des propos qui désorientent le peuple burundais »
« Les Burundais attendent le Palipehutu-Fnl à bras ouverts afin qu'il vienne contribuer à la paix, la sécurité et le développement dans notre pays »**

(Pierre Nkurunziza, Président de la République du Burundi
Message à la Nation du 16 Novembre 2007)

1. La Ligue Burundaise des Droits de l'Homme ITEKA est profondément préoccupée par la reprise des hostilités entre l'armée gouvernementale et le mouvement Palipehutu-Fnl depuis la nuit de jeudi 17 avril 2008 où principalement des tirs à l'arme automatique ainsi que de fortes explosions de bombes et de grenades ont plongé dans la terreur les populations de la ville de Bujumbura, de la province de Bubanza, précisément en commune de Gihanga et de la province de Kayanza en commune Matongo.
2. Des combats acharnés entre belligérants ont continué à semer la désolation en commune Gihanga de la province de Bubanza où pendant toute la journée de lundi 21 avril 2008, les activités socio-économiques locales ont été paralysées par les affrontements et le déplacement forcé des populations.
3. Dans la nuit du 22 avril 2008, des bombes ont été de nouveau larguées sur la capitale causant des dégâts matériels notamment à la résidence du Nonce Apostolique et au campus universitaire de Kiriri.
4. Cette nouvelle escalade de violence prouve le manque de volonté politique et de fermeté, de la part des protagonistes, pour mettre en application l'accord de cessez-le-feu signé le 6 septembre 2006 par le Gouvernement du Burundi et le Palipehutu-Fnl.
5. La reprise des affrontements entre l'armée gouvernementale et le Palipehutu-Fnl exacerbe le contexte politique, économique et social précaire, caractérisé par une tension au sein du parlement et un dysfonctionnement au sein du Gouvernement. En effet,

- L'Assemblée nationale est en crise depuis février 2008 consécutivement à un manque de consensus sur la composition du bureau de l'Assemblée Nationale. Cette crise a été aggravée par l'absence de dialogue franc entre les différents groupes parlementaires dont certains membres ont fait l'objet d'attaques à la grenade le 8 mars 2008.
 - Le Gouvernement souffre, en son sein, des dysfonctionnements qui reposent principalement sur le chevauchement des attributions des Ministres et des Vice-Ministres. Les prises de décisions contradictoires récemment observées entre certains membres du Gouvernement mettent en exergue des lacunes dans la structure gouvernementale sont désorientés et désemparés.
 - Sur le plan économique et social, le Burundi fait face à une flambée inquiétante des prix des denrées de première nécessité comme les produits vivriers et le carburant et à une forte dépréciation de la monnaie. Contrairement aux objectifs fixés par la Gouvernement dans ses instruments de planification tels que le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) et le plan d'Actions Prioritaires, cette situation aggrave la paupérisation de la population. Paradoxalement, les acteurs politiques semblent être préoccupés par les échéances électorales de 2010 au détriment de l'investissement et de la production.
 - Concernant la bonne gouvernance, les défis en rapport avec la lutte contre l'impunité des crimes graves ; la corruption et les malversations économiques écartent le Burundi de la promesse inscrite dans le programme du gouvernement 2005 – 2010 à savoir « *la gestion transparente des affaires économiques et sociales et aides extérieures, la lutte contre les détournements, la corruption et autres malversations ...le renforcement des capacités des systèmes judiciaires et pénitentiaires* ». Par ailleurs, le début des consultations populaires sur la commission vérité et réconciliation tant annoncées par le Chef de l'Etat se fait toujours attendre.
6. La Ligue Iteka avait salué la mise en place du gouvernement de consensus après une longue crise qui avait paralysé l'Assemblée Nationale et le Gouvernement en date du 14 novembre 2007. Dans son message à la Nation le 16 novembre 2007, le Chef de l'Etat, Pierre Nkurunziza avait réitéré son engagement à faire en sorte que « **toutes les institutions, en l'occurrence l'Assemblée Nationale et le Sénat accomplissent convenablement leurs missions** ». Il avait promis également de continuer à « **échanger en toute franchise et de manière confiante, honorer tous les engagements pris et éviter des propos qui désorientent le peuple burundais, renforcer l'unité et l'entente entre les membres des partis politiques, mettre en avant l'intérêt supérieur de la Nation** ». Concernant le Palipehutu-Fnl, le Chef de l'Etat avait exprimé le souhait « **de voir la participation du Palipehutu-FNL dans les travaux du MCVS** ».

7. La Ligue Iteka considère que l'engagement pris par le chef de l'Etat de « **continuer la concertation, le dialogue franc, l'unité et l'entente avec ces partis politiques** » est la voie à privilégier pour venir à bout de la crise qui handicape l'Assemblée Nationale et de la rupture du dialogue avec le Palipehutu-Fnl au risque de raviver le déchaînement continu des passions au sein de la classe politique et la confrontation armée avec le Palipehutu-Fnl qui n'est plus à démontrer. Le Chef d'Etat étant le garant constitutionnel du bon fonctionnement des institutions, sa contribution est capitale dans la remise en état des institutions.
8. Pour toutes ces raisons, la Ligue Iteka recommande ce qui suit :

Au Gouvernement du Burundi :

- De tout mettre en œuvre pour respecter les engagements pris ;
- D'assurer la sécurité des populations et de leurs biens, particulièrement dans les zones de confrontation armée entre les Forces de Défense Nationale(FDN) et le Palipehutu-Fnl ;
- De respecter le droit humanitaire applicable dans le cas des conflits armés internes ;
- De reprendre dans les meilleurs délais le dialogue avec la Palipehutu-Fnl pour mettre fin à la confrontation armée et envisager la reprise des activités du MCVS ;
- De continuer à promouvoir le dialogue à travers le forum national et entamer sans délais les consultations nationales sur la Commission Vérité et Réconciliation ainsi que le Tribunal Spécial sur les crimes graves commis au Burundi ;
- De mettre fin aux chevauchements des attributions entre Ministres et Vice-Ministres qui affectent le fonctionnement de l'appareil étatique.

Au Palipehutu-Fnl :

- D'éviter toute revendication politique par la violence et reprendre sans tarder les pourparlers avec le Gouvernement ainsi que les travaux du MCVS ;
- De respecter le droit humanitaire applicable dans le cas des conflits armés internes.

Aux Représentants du Peuple :

- De répondre positivement aux maints appels leur lancés pour la reprise de l'exercice de leur mission ;
- De privilégier le dialogue comme voie de solution incontournable pour régler leurs différends ;
- De mettre en avant l'intérêt général en lieu et place des intérêts sectaires.

A la Communauté internationale :

- D'user de son influence pour amener le Gouvernement du Burundi et le Palipehutu-Fnl de renoncer à la confrontation armée et à privilégier le dialogue dans l'application de l'accord de cessez-le-feu.
- De continuer à soutenir économiquement le Burundi malgré le recul observé dans le processus de paix.

Pour la LBDH ITEKA

Dr David Nahimana

Président (sé)